

**AGENCE MONETAIRE DE
L'AFRIQUE DE L'OUEST (AMAO)**



**PROGRAMME DE COOPERATION MONETAIRE DE LA
CEDEAO**

***RAPPORT SUR LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE
2007 – GUINEE BISSAU***

Freetown, juillet 2008

La situation économique de la Guinée Bissau a montré ces dernières années d'importantes limites. La faiblesse de l'Administration Centrale a fondamentalement contrarié les initiatives porteuses en matière de développement économique et social du pays. Face à cette situation, les autorités se sont fixées comme objectif majeur d'assainir les finances publiques afin de disposer d'un instrument efficace d'intervention qui permette de rendre beaucoup plus visible et efficace l'action publique. C'est un objectif de court terme et long terme dont l'entame de la réalisation devait concourir en 2007 à l'obtention d'un taux de croissance économique réel de 3,7%. Cet objectif de croissance devait être en outre soutenu par un renforcement escompté d'un service public notamment dans le domaine de la fourniture d'électricité.

En termes de réalisation, l'activité économique s'est conclue en 2007 par un taux de croissance du PIB réel de 2,5% contre une croissance de 1,8% en 2006. Cette réalisation est intervenue dans un contexte de relative stabilité des prix. Le taux d'inflation de fin de période est ressorti à 2,0% contre 1,0% en 2006.

1. Analyse sectorielle

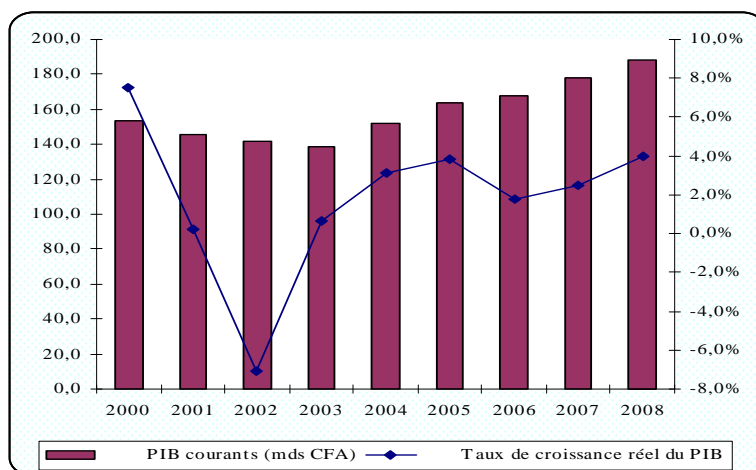
1.1 Secteur réel

En 2007, le taux de croissance du PIB s'est établi à 2,5% contre 1,8% en 2006. Cette croissance est portée essentiellement par les secteurs primaire et tertiaire. La valeur ajoutée du secteur primaire a enregistré une hausse de 2,3% contre 2,0% en 2006, en liaison avec la hausse de 6,7% de la production de noix de cajou qui est passée à 120 000 tonnes en 2007. La production de céréales a également augmenté de 6,0% en 2007, en rapport avec un accroissement des surfaces emblavées.

Au niveau du secteur secondaire, la croissance est ressortie à 0,9% contre 5,4% en 2006. La décélération de la production dans le secteur secondaire est principalement due au repli de l'activité des industries, en liaison avec la baisse de 25% de la production d'électricité. Par contre la branche « Bâtiments et Travaux Publics » a bénéficié des retombés des travaux de restauration d'infrastructures routières et des structures de soins de santé.

Le secteur tertiaire a été également marqué par une décélération, le taux de croissance est passé de 4,4% en 2006 à 3,0% en 2007. Cependant, les branches « commerce » et « transports » ont été bien orientées en 2007. Cette évolution est due à l'amélioration globale du climat des affaires à la suite de l'atténuation des difficultés observées en 2006 dans le processus de commercialisation de la noix de cajou.

Sous l'angle de la demande, l'activité économique a été soutenue essentiellement par les investissements et les exportations. Le volume des investissements, en hausse de 8,6%, s'inscrit dans le cadre des travaux de réhabilitation des routes, la construction du pont de São Vicente et la réforme de l'Administration publique. Quant au volume des exportations, il a enregistré une progression de 6,0% sous l'effet de la reprise des activités d'exportations de la noix de cajou.

Graphique 3.13 : Evolution du PIB nominal et du taux de croissance réel

Source : BCEAO, AMAO

L'activité économique s'est réalisée dans un contexte marqué par une hausse du taux d'inflation annuel moyen qui s'est situé à 9,3% en 2007 contre 3,2% en 2006.

Cette évolution est impulsée par le relèvement de l'indice de la fonction « Produits alimentaires, boissons non alcoolisées », en liaison avec le renchérissement des fruits, du poisson, de la viande et des légumes. La hausse du taux d'inflation s'explique également par le relèvement de l'indice des fonctions « hôtels, restaurants », « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles ». La tendance inflationniste serait accentuée au cours du deuxième semestre par le relèvement des prix des produits pétroliers intervenu en août 2007 et les répercussions internes de la hausse des prix des produits céréaliers sur les marchés internationaux.

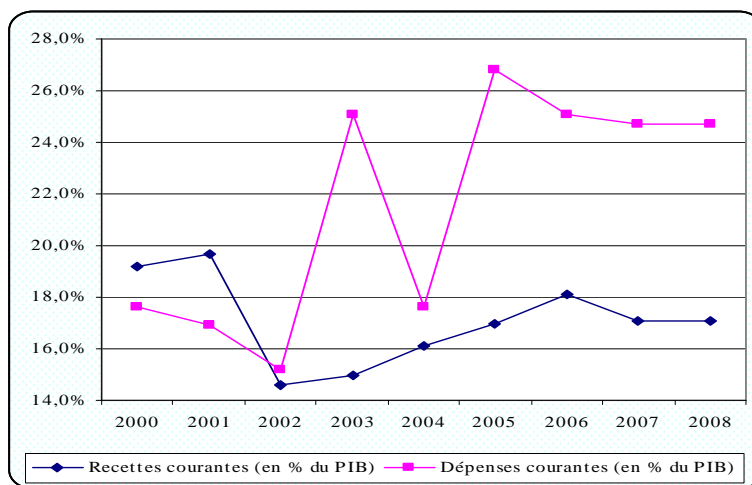
1.2 Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par une baisse importante des recettes budgétaires totales qui se couple avec une hausse des dépenses totales pour entraîner une détérioration des principaux soldes budgétaires.

En effet, les recettes budgétaires totales ont baissé de 14,7% pour représenter 15,0% du PIB nominal contre 18,6% en 2006. La baisse des recettes budgétaires totales est essentiellement imputable à la diminution des recettes non fiscales en particulier celles provenant du secteur de la pêche, en raison du retard dans l'encaissement des compensations financières résultant des accords de pêche. Les recettes fiscales ont été légèrement en hausse de 1,6% insuffisant cependant pour induire une amélioration du ratio de pression fiscale qui est alors passé de 11,0% en 2006 à 10,6% en 2007. Cette faible progression des recettes fiscales serait liée aux incertitudes politiques qui ont précédé les élections présidentielles.

S'agissant des dons, ils sont ressortis à 19,0 milliards traduisant une hausse de 20,3% par rapport au niveau de mobilisation de 2006. Cette hausse permet de faire passer le ratio par rapport au PIB nominal de 9,4% en 2006 à 10,7% en 2007.

Les dépenses totales et prêts nets ont progressé de 10,6% en 2007 pour représenter 35,7% du PIB nominal, c'est un point et demi de pourcentage de plus que le ratio enregistré en 2006. Cette évolution est principalement imputable aux dépenses en capital qui enregistrent un niveau d'exécution en hausse de 21,3%. En revanche, les dépenses courantes n'ont progressé que faiblement de 0,4%, induites notamment par l'augmentation des dépenses de salaires et de transferts.

Graphique 3.14 : Evolution des recettes et dépenses courante

Source : BCEAO, AMAO

Face aux difficultés de trésorerie, le nouveau Gouvernement a entamé, en mai 2007, la mise en oeuvre d'un programme minimum d'assainissement des finances publiques, visant la restauration de la stabilité financière de l'Etat et l'amélioration de la gestion budgétaire, à travers un meilleur contrôle des dépenses et des recettes collectées.

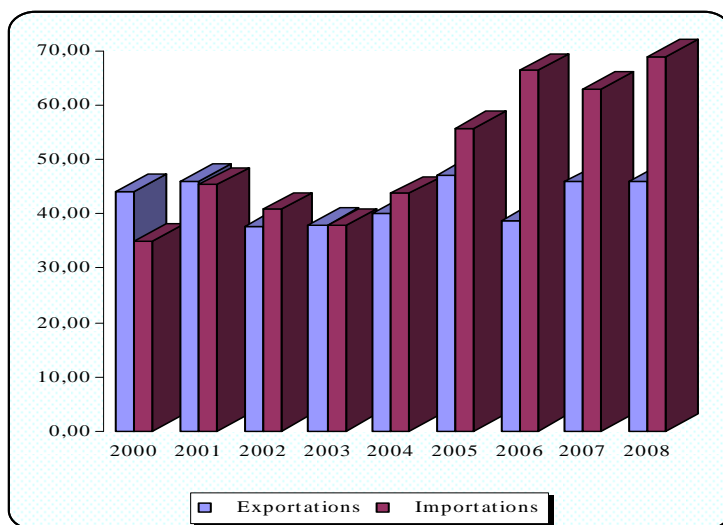
Dans le cadre de ce programme, un important effort d'apurement des arriérés de paiements intérieurs a été fait. Ce programme a permis de contenir le niveau d'accumulation des arriérés de paiements. Ainsi, sur l'année 2007, les arriérés de paiements s'élèvent à 7 milliards de francs CFA contre 16 milliards en 2006. Ce chiffre se décompose comme suit : 3,7 milliards d'arriérés de paiement intérieurs et 3,3 milliards d'arriérés de paiement extérieurs.

Au total, sur l'année 2007, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par une détérioration des principaux soldes budgétaires. Ainsi le déficit global hors dons s'est établi à 20,7% du PIB en 2007 contre 15,6% du PIB en 2006. Le déficit global est passé de 6,2% en 2006 à 10,1% en 2007.

1.3 Secteur extérieur

La situation globale de la balance des paiements s'est traduite à fin décembre 2007 par un excédent de 10,0 milliards francs CFA contre 1,7 milliard en 2006. Cette situation est la résultante d'évolutions contrastées au niveau de ses composantes principales que sont le compte courant et le compte du capital et des opérations financières.

Le déficit du compte courant a enregistré une contraction importante en passant de 20,9 milliards de francs CFA en 2006 à 4,1 milliards en 2007. Cette situation est imputable à une baisse du solde commercial 38,0% induite par la hausse de 18,3% des exportations et la baisse des importations de 5,1%. La hausse des exportations dérive essentiellement de celle des exportations de noix de cajou, à la faveur de la hausse de la production et de la levée des contraintes ayant pesé sur la commercialisation en 2006. Les autres composantes du compte courant se sont également améliorées, à l'exception des revenus nets.

Graphique 3.15 : Evolution des exportations et importations

Source : BCEAO, AMAO

Le compte de capital et d'opérations financières s'est établi à 14,2 milliards, en retrait de 38,8% par rapport à 2006. Cette baisse provient entièrement du compte des opérations financières dont le solde est passé d'un excédent de 6,4 milliards de francs CFA en 2006 à un déficit de 6,0 milliards en 2007, en liaison avec la baisse des investissements directs étrangers et les autres investissements.

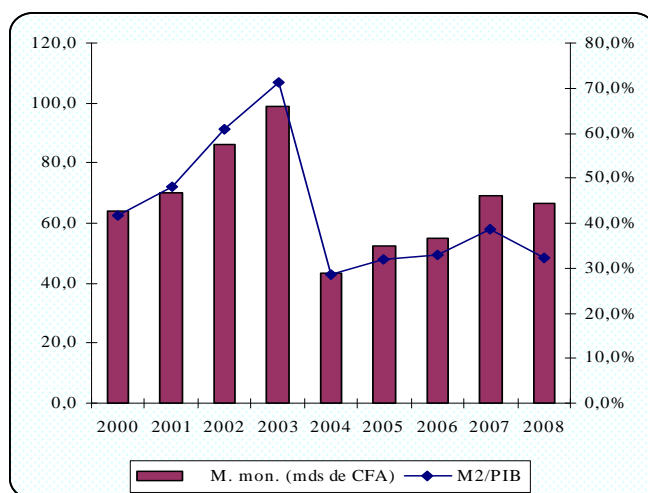
1.4 Secteur monétaire

Dans l'espace monétaire UEMOA, la gestion de la monnaie et du crédit s'est appuyée sur la politique des taux d'intérêt et sur le système des réserves obligatoires. Dans un contexte de relative maîtrise de l'inflation, la Banque Centrale a maintenu ses taux directeurs inchangés à 4,25% pour le taux de pension et à 4,75% pour celui d'escompte. Le coefficient de réserve obligatoire est demeuré à 3,0% en Guinée Bissau. Cette situation s'est traduite à fin décembre 2007 par des hausses des principaux agrégats monétaires.

La position extérieure nette des institutions monétaires s'est établie à 51,5 milliards à fin décembre 2007, en hausse de 18,9% par rapport à fin décembre 2006. Cette évolution est essentiellement attribuable à l'augmentation des avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission qui se sont renforcés de 10,5 milliards, dont l'effet a été amoindri par le repli de 2,2 milliards de ceux des banques.

Le crédit intérieur a enregistré une hausse de 24,0%, en s'établissant à 20,7 milliards à fin décembre 2007. La position nette débitrice du Gouvernement s'est améliorée de 0,2 milliard, pour se situer à 10,2 milliards à fin décembre 2007, en liaison avec la hausse de 3,2 milliards des créances de l'Etat vis-à-vis du système bancaire, absorbée en partie par la progression de 3,0 milliards de ses engagements. Les crédits à l'économie se sont établis à 10,5 milliards à fin décembre 2007, en hausse de 4,2 milliards, du fait des concours ordinaires octroyés à des entreprises intervenant dans le secteur de la noix de cajou.

La masse monétaire s'est accrue de 24,8%, en ressortant à 68,9 milliards à fin décembre 2007. Les dépôts ont augmenté de 47,5% tandis que la circulation fiduciaire a progressé de 9,6%.

Graphique 3.16 : Evolution de la masse monétaire

Source : BCEAO, AMAO

2 Performance au titre de la convergence macroéconomique

Au chapitre de la convergence, l'année 2007 a été marquée par une dégradation du niveau de performance. Le nombre de réalisations favorables est, en effet, passé de cinq en 2006 à trois en 2007. De plus, la quasi-totalité des profils des critères connaît des dégradations. Cette situation provient des contre-performances enregistrées dans la mobilisation des recettes budgétaires. En particulier, le déficit budgétaire qui était dans une bonne dynamique d'amélioration depuis 2004 s'est fortement dégradé de plus de 5 points de pourcentage du PIB, en passant d'un ratio de 15,6% du PIB en 2006 à celui de 20,7% en 2007.

Au titre des critères de premier rang, deux objectifs ont été réalisés, contre trois en 2006. Le critère relatif au déficit budgétaire demeure problématique. S'agissant des critères de second rang, le poids relativement important des dépenses primaires dans les recettes fiscales a fortement contrarié la réalisation de résultats favorables. C'est ainsi que d'importants écarts défavorables continuent d'être observés en ce qui concerne les ratios relatifs à la masse salariale et aux dépenses d'investissement sur fonds propres. De même, la faiblesse encore réelle de l'administration fiscale ne favorise pas un niveau de mobilisation conséquent pour booster le niveau de pression fiscale. Seul, le critère relatif à la stabilité du taux de change a été réalisé par la Guinée Bissau en 2007.

Tableau 3.4: SITUATION DE LA CONVERGENCE DE LA GUINEE BISSAU

	Norme	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008*
Critères de premier rang:										
i) Déficit Budgétaire/PIB	≤ 4%	24,9	24,7	13,6	23,0	25,4	23,9	15,7	20,8	17,1
ii) Taux d'inflation	≤ 5%	8,6	3,3	3,9	-3,5	0,9	0,3	3,2	9,3	2,2
iii) Financement BC	≤ 10% RF n-1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
iv) Reserves UEMOA	≥ 6 mois Imports	6,9	7,7	8,8	8,1	7,7	6,0	6,0	7,0	7,4
Reserves pays (indicatif)		5,8	6,7	7,6	6,0	6,6	8,3	8,4	8,0	7,8
Critères de second rang										
i) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	11,4	10,4	8,6	9,2	8,3	11,2	11,0	10,6	11,2
ii) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35% RF	60,0	74,3	88,2	111,9	155,0	116,2	102,2	104,8	100,5
iii) Investissements interes/Recettes	≥ 20% RF	20,0	16,9	5,9	3,7	20,0	6,0	2,2	12,2	3,3
iv) Taux d'intérêt réel	> 0	-5,1	0,2	2,6	3,4	2,6	3,2	0,3	-5,8	1,3
v) Stabilité du Taux de change réel	± 5%	-22,2	-2,2	4,9	21,1	9,8	-0,6	1,8	-2,1	0,8
Nombre de critères respectés		3	5	5	4	5	5	5	3	5

: AMAO, BCEAO.

(*) : Prévisions annuelles

Source

3 Perspectives 2008

Pour l'année 2008, la situation économique devrait être marquée par l'organisation d'élections législatives. Les orientations du programme économique et financier, pour lequel les Autorités Bissau guinéennes sollicitent une assistance au titre de l'aide d'urgence post-conflit, portent sur l'amélioration de la gouvernance, la relance de la croissance économique et la soutenabilité des finances publiques et des comptes extérieurs.

Dans cette perspective, la croissance du PIB ressortirait à 4,3% contre 2,5% en 2007. L'accélération de la croissance serait impulsée par l'augmentation de la production des secteurs primaire et secondaire.

Dans le secteur primaire, l'activité croîtrait de 2,3%, en liaison avec l'augmentation des productions de noix de cajou et de céréales, qui passeraient respectivement de 120 000 tonnes et 118 066 tonnes en 2007 à 126 000 tonnes et 120 000 tonnes en 2008.

Au niveau du secteur secondaire, l'activité progresserait de 6,1% en 2008, à la faveur de l'accroissement de la production industrielle, grâce à l'amélioration de la fourniture d'énergie électrique. En effet, les réformes prévues dans le cadre du programme sectoriel de réhabilitation des infrastructures énergétiques avec la Banque mondiale favoriseraient le développement du secteur industriel.

En 2008, en rapport avec un meilleur approvisionnement du marché en produits vivriers, l'activité économique se déroulerait dans un contexte marqué par une maîtrise du taux d'inflation. Toutefois, le niveau élevé des cours du pétrole continuerait d'être un facteur de risque inflationniste.

Enfin, la perspective de conclusion d'un programme économique et financier en 2008 entre les Autorités Bissau guinéennes et celles du Fonds Monétaire International permettrait d'accroître les perspectives d'amélioration de la situation des finances publiques en 2008 et partant, une amélioration du niveau de convergence.

4 Conclusions et recommandations

L'engagement des Institutions des Bretton Woods à accompagner le Guinée-Bissau et appuyer les efforts consentis par les Autorités Bissau guinéennes pour améliorer la gestion macroéconomique du pays et relancer la croissance économique pourrait contribuer à rétablir la confiance du secteur privé et des partenaires au développement. Cependant, en ce qui concerne les perspectives de croissance et la compétitivité de l'économie, des obstacles continuent de freiner la relance de l'investissement. Les perspectives d'amélioration du financement des entreprises sont, en effet, limitées par certaines déficiences, notamment l'environnement des affaires.

Par ailleurs, la situation politique en 2008 serait marquée par l'organisation des élections législatives qui constitue pour le pays un facteur de risque. En conséquence, il conviendrait d'inviter les Autorités Bissau guinéennes à prendre les dispositions nécessaires afin :

- d'assurer une bonne exécution du programme d'Assistance d'Urgence Post Conflit en vue de favoriser une mobilisation accrue des ressources extérieures nécessaires au financement des projets d'investissement publics ;
- de maintenir l'effort d'assainissement des finances publiques, notamment la mobilisation accrue des ressources intérieures et la maîtrise de l'évolution des dépenses courantes ;
- d'accélérer la mise en oeuvre des réformes structurelles notamment dans les secteurs de l'énergie, de l'eau, des télécommunications et des transports pour en faire des moteurs de la croissance ;
- de garantir un suivi rigoureux de l'exécution budgétaire afin de créer un cadre rassurant pour la mise en oeuvre de l'appui budgétaire comme instrument privilégié de coopération financière avec les partenaires.